

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

Nantes, le 20/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL FRANCE

Route des Sables
RD 107 - Rond-point des Forges
44610 Indre

Références : N6-2024-264-RAPPORT

Code AIOT : 0006301117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement ARCELORMITTAL FRANCE implanté route des Sables RD 107 - Rond-point des Forges 44610 Indre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL FRANCE
- Route des Sables RD 107 - Rond-point des Forges 44610 Indre
- Code AIOT : 0006301117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ARCELORMITTAL FRANCE à Indre a une activité de fabrication d'acier plat pour emballages (acier chromé ou étamé). Il s'agit d'un établissement « Seveso seuil bas » par la règle des « cumuls » et d'un établissement « IED » en raison de bains de traitement d'un volume global supérieur à 30 m³.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	FDS Scénarios d'exposition	Décision d'exécution du 18/12/2020, article 2§3	Demande de justificatif à l'exploitant	
3	Respect des conditions des décisions d'autorisation	Décision d'exécution du 18/12/2020, article 1§5	Demande de justificatif à l'exploitant	
5	Nouvelle demande d'autorisation	Autre du 12/05/2023	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisations REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 56 alinéa 2	Sans objet
4	Surveillance des émissions de chrome VI	Décision d'exécution du 18/12/2020, article 2§6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site en tant qu'utilisateur aval est "couvert" par des décisions d'autorisation prise au titre du règlement "REACH" pour ses utilisations de trioxyde de chrome et dichromate de sodium respectivement jusqu'en septembre 2024 et avril 2024. Une nouvelle demande déposée par la société est en cours d'instruction par l'ECHA pour solliciter une "prolongation" des délais d'utilisation. Les avis émis par les comités scientifiques de l'ECHA (RAC et SEAC) dans le cadre de l'examen de cette demande doivent être pris en compte par l'exploitant (analyse des causes des rejets de Cr VI plus élevés à Indre que sur les autres sites et actions d'amélioration à mettre en œuvre). Compte-tenu de cet avis du RAC/SEAC, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant la réalisation d'une évaluation quantitative des risques sanitaires.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Autorisations REACH

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 56 alinéa 2
Thème(s) : Risques chroniques, émissions de chrome VI
Prescription contrôlée : Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.

Constats :

L'exploitant du site ARCELORMITTAL FRANCE à Indre est utilisateur aval de trioxyde de chrome et de dichromate de sodium.

Pour le dichromate de sodium, l'usage de l'exploitant pour sa ligne de passivation du fer blanc est "couvert" par la décision d'autorisation C(2020)2084 du 14/04/20 accordée à Brenntag UK Ltd and others pour la passivation électrolytique d'acier étamé (fer blanc) dans l'industrie du packaging (usage 3).

Cette autorisation cesse d'être valable au 14 avril 2024 pour les titulaires d'autorisation qui n'ont pas soumis le rapport d'examen au plus tard le 14 octobre 2022.

Pour le trioxyde de chrome, l'usage de l'exploitant pour ses lignes de chromage et d'étamage est "couvert" par la décision d'autorisation C(2020)8797 du 18/12/20 accordée à Chemservice GmbH and others :

- pour le traitement de surface sauf passivation d'acier étamé (usage 5) ;
- pour la passivation d'acier étamé (usage 6).

Cette autorisation cesse d'être valable au 21 septembre 2024 pour les titulaires d'autorisation qui n'ont pas soumis le rapport d'examen au plus tard le 21 mars 2023

Vu les périodes d'autorisations susvisées, ARCELORMITTAL FRANCE a déposé, le 20/05/2022, les demandes d'autorisations suivantes, en cours d'instruction auprès de l'ECHA :

- Utilisation du trioxyde de chrome (VI) et du dichromate de sodium pour la passivation du fer blanc électrolytique (ETP) ;
- Utilisation du trioxyde de chrome (VI) pour le revêtement électrolytique par chromage de l'acier (ECCS), également connu sous le nom d'acier sans étain (TFS).

Le site ARCELORMITTAL FRANCE est donc en situation régulière par rapport au règlement "REACH" (article 56) pour les utilisations décrites ci-avant de trioxyde de chrome et de dichromate de sodium.

Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : FDS Scénarios d'exposition

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 18/12/2020, article 2§3

Thème(s) : Risques chroniques, émissions de chrome VI

Prescription contrôlée :

Les titulaires de l'autorisation mettent les scénarios d'exposition spécifiques à la disposition des utilisateurs en aval auxquels la présente décision s'applique en vertu de l'article 56, paragraphe 2, du règlement (CE) n°1907/2006 ("utilisateurs en aval"), dans une fiche de données de sécurité actualisée, au plus tard le 18 mars 2021. Les titulaires de l'autorisation et les utilisateurs en aval appliquent sans délai les mesures de gestion des risques et les conditions opérationnelles prévues dans les scénarios d'exposition spécifiques.

Constats :

L'exploitant n'a pas justifié disposer des FDS étendues des mélanges utilisés à base de chromates. Les FDS des mélanges contenant du trioxyde de chrome et du dichromate de sodium mis en œuvre sur le site (3 mélanges), transmises avant l'inspection, ne comprennent pas les scénarios d'exposition spécifiques à la décision d'autorisation. Deux FDS sur trois comprennent un lien vers les scénarios d'exposition. Une FDS ne contient pas ce lien (non-conforme à l'article à l'article 31 alinéa 7 du règlement "REACH").

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit disposer sur son site des FDS avec scénarios d'exposition spécifiques annexées à celles-ci.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que l'utilisation de la substance ou du mélange doit être couverte et conforme aux scénarios d'exposition décrits dans les FDS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N°3 : Respect des conditions des décisions d'autorisation

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 18/12/2020, article 1§5
Thème(s) : Risques chroniques, émissions de chrome VI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation est accordée sous réserve de la mise en œuvre des mesures de gestion des risques et des conditions d'exploitation décrites dans les rapports sur la sécurité chimique, ainsi que des conditions fixées dans la présente décision.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports sur la sécurité chimique (CSR) ayant donné lieu aux autorisations précitées indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que "les émissions atmosphériques liées à la ventilation par aspiration locale (LEV) ou aux systèmes d'extraction sont filtrées ou passées à travers des épurateurs humides pour éliminer les particules avant leur rejet dans l'atmosphère. Les informations provenant des installations indiquent qu'une efficacité d'élimination d'au moins 99 % est typique pour l'industrie. Les entreprises surveillent et déclarent régulièrement les émissions de chrome hexavalent dans le cadre des conditions de permis. Les rejets sont souvent inférieurs aux limites de détection et des périodes d'échantillonnage prolongées sont nécessaires pour quantifier les rejets. Ces données mesurées ont donc été utilisées, conformément aux modèles et orientations applicables, pour déterminer la concentration locale de chrome hexavalent dans l'air et l'exposition de l'homme via l'environnement", comme indiqué ci-dessous ; - que la PEClocalair,ann (concentration prédictive dans l'environnement à 100 m de la source) est utilisée comme base pour la caractérisation des risques pour l'homme via l'environnement. Cette PEC est de 1,86E-6 mg Cr(VI)/m3 dans le CSR du demandeur pour le dichromate de sodium et de 3,25E-6 mg Cr(VI)/m3 dans le CSR du demandeur pour le trioxyde de chrome. <p>En inspection, l'exploitant a confirmé ne pas être en mesure d'indiquer quel est le pourcentage d'abattement des systèmes de traitement de vapeurs du site utilisés à Indre vis-à-vis du chrome VI (les fiches techniques des équipements ne donnent pas cette information et aucune mesure "entrée / sortie" n'a été réalisée notamment pour des questions de méthodologie à appliquer pour obtenir une mesure fiable selon l'exploitant). Néanmoins, les PEC estimées pour le site d'Indre à partir des mesures à l'émission, qui ont été transmises à l'ECHA pour la demande d'autorisation en cours d'instruction, sont supérieures aux valeurs susvisées. Aussi, il est demandé des actions correctives de l'exploitant sur ce sujet (voir point de contrôle n°5 du présent rapport)</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N°4 : Surveillance des émissions de chrome VI

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 18/12/2020, article 2§6
Thème(s) : Risques chroniques, émissions de chrome VI
Prescription contrôlée : Les titulaires de l'autorisation et les utilisateurs en aval mettent en œuvre les programmes de surveillance suivants pour le chrome (VI) : [...] Des programmes de surveillance au moins annuels des émissions de chrome (VI) dans les eaux usées et dans l'air provenant de la ventilation locale. Ces programmes sont fondés sur des méthodes ou des protocoles normalisés pertinents et sont représentatifs des conditions d'exploitation et des mesures de gestion des risques (telles que les systèmes de traitement des eaux résiduaires, les techniques de réduction des émissions gazeuses) utilisées sur les différents sites où les mesures pertinentes sont effectuées.
Constats : L'exploitant réalise des contrôles des rejets de chrome VI dans l'air (annuellement) et dans les eaux (en continu) selon les prescriptions de son arrêté d'autorisation et de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. Concernant les rejets atmosphériques, il indique que la mesure passera en 2024 d'une fréquence annuelle à une fréquence semestrielle dans l'objectif d'un suivi renforcé lié à l'avis des comités scientifiques de l'ECHA sur la demande d'autorisation en cours d'instruction (voir PC n°5 du présent rapport). Pour rappel, le rapport de l'inspection du 6 décembre 2023 fait état d'une conformité des rejets atmosphériques en chrome VI en 2023 et l'analyse des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux de 2023 montre également un respect de la valeur limite d'émission en chrome VI.
Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Nouvelle demande d'autorisation

Référence réglementaire : Autre du 12/05/2023
Thème(s) : Risques chroniques, émissions de chrome VI
Prescription contrôlée : Avis du Committee for Risk Assessment (RAC) et du Committee for Socio-economic Analysis (SEAC) de l'agence européenne des produits chimiques (ECHA) sur la demande d'autorisation d'ARCELORMITTAL FRANCE en cours d'instruction pour les usages suivants : <ul style="list-style-type: none">- Utilisation du trioxyde de chrome (VI) et du dichromate de sodium pour la passivation du fer blanc électrolytique (ETP)- Utilisation du trioxyde de chrome (VI) pour le revêtement électrolytique de chrome de l'acier (ECCS), également connu sous le nom d'acier sans étain (TFS)
Constats : L'exploitant d'ARCELORMITTAL FRANCE a sollicité le 20/05/2022 pour 4 de ses sites une autorisation pour les usages suivants : <ul style="list-style-type: none">- Utilisation du trioxyde de chrome (VI) et du dichromate de sodium pour la passivation du fer blanc électrolytique (ETP) ;- Utilisation du trioxyde de chrome (VI) pour le revêtement électrolytique de chrome de l'acier (ECCS), également connu sous le nom d'acier sans étain (TFS). Le 12/05/2023, les avis du Committee for Risk Assessment (RAC) et du Committee for Socio-economic Analysis (SEAC) de l'agence européenne des produits chimiques (ECHA) sur ces demandes ont été publiés. Ils indiquent notamment :

- concernant l'utilisation du trioxyde de chrome (VI) pour le revêtement électrolytique d'acier chromé (ECCS), un rejet atmosphérique relativement important en provenance de Basse-Indre : concentration prédictive dans l'environnement (PEC) de CrVI de $4,9 \times 10^{-3} \mu\text{g}/\text{m}^3$;

- concernant la passivation du fer blanc électrolytique (ETP), un excès de risque de $5,3 \times 10^{-4}$ (alors qu'en France, l'ERI "acceptable", qui est la probabilité, à la concentration réelle en polluant, d'avoir un effet sur la santé est de 10^{-5}).

Les avis concluent notamment que le demandeur devra procéder à une analyse des causes profondes du facteur de rejet élevé dans l'air de Basse-Indre dans un délai de trois mois à compter de l'octroi de l'autorisation pour cette utilisation. À la suite de cette analyse, le demandeur devra mettre en œuvre immédiatement les actions appropriées pour améliorer l'efficacité des conditions opérationnelles (OC) et des mesures de gestion des risques (RMM) appliqués sur le site pour le contrôle des rejets dans l'air, en mettant en œuvre des RMM supplémentaires si nécessaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Bien que la demande d'autorisation susvisée soit encore en cours d'instruction (décision non rendue), l'exploitant doit prendre en compte les avis du RAC et du SEAC précités.

L'inspection des installations classées demande à être informée de la démarche d'analyse des causes profondes que l'exploitant indique avoir entamé ainsi que des actions d'amélioration à mettre en œuvre à l'issue de cette analyse.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées demande, au vu des avis précités, la transmission d'une évaluation quantitative des risques sanitaires sous un délai de 4 mois afin de s'assurer que les rejets atmosphériques actuels du site sont sanitaires acceptables.

Cette ERS devra être réalisée selon la circulaire du 09/08/2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation, couplée à une démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM).

L'inspection des installations classées est susceptible de réaliser une nouvelle visite du site cette année pour vérifier le respect de la décision prise par la commission européenne sur la nouvelle demande.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant